[Argentine] Trois morts dans le conflit pour les logements à Buenos Aires

21-12-2010

Trois morts, des dizaines de blessés, certains par balles. Malgré tout, l’expulsion du terrain occupé a échoué et la lutte continue.

Après que deux personnes aient été assassinées mardi 7 lors d’affrontements violents entre les squatters et la police venus les expulser d’un grand parc situé dans la partie sud de Buenos Aires (Bs As), dans le quartier de Villa Soldati, de nouvelles interventions policières et parapolicières ont fait 2 morts supplémentaires et des dizaines de blessés.Le “Parque Indoamericano”, de 130 hectares, est un terrain a moitié abandonné et partiellement squatté par plus de 500 familles majoritairement amérindiennes, originaires du Paraguay, de Bolivie, du Pérou ou de l’intérieur du pays. Ils vivent là sous des tentes et des cabanes. Ils viennent tous de quartiers limitrophes où ils paient très chers des logements de misère, en location ou sous-location. L’occupation du terrain est une lutte collective pour le logement, menée par des mal-logés, soutenue par des mouvements de chômeurs (comme le Frente Popular Dario Santillán), des organisations sociales et politiques.Dans le même quartier, d’autres pauvres sont partie prenante d’un programme de construction de logements appelé “Rêves partagés” en participant à la construction de 340 petites maisons « monoblocs » ou préfabriquées. Ce programme est mis en oeuvre par la Fondation des Mères de la Place de Mai, liée au kirchnérisme, mais financé par la ville de Buenos Aires. Depuis le début de la semaine, des groupes d’habitants soi-disant « autoconvoqués » ont manifesté contre les squatters et demandent qu’ils soient expulsés : parce qu’ils sont étrangers, parce qu’ils osent occuper un espace public... Un ordre d’expulsion avait été donné à l’encontre les centaines de familles vivant dans le Parque à la demande de la ville... Les occupants ne se sont pas laissés faire. L’autoroute située à proximité a été occupée et bloquée par des squatters, qui ont mis en place une barricade enflammée et ont lancé des pierres sur la police. Ont été incendiées aussi des véhicules situés dans un gigantesque cimetière de voitures appartenant à la police fédérale.Tout a commencé vers 19h et les émeutes ont duré jusque dans la nuit, la police devenant de plus en plus brutale, des dizaines de personnes ont été tabassées et blessés et deux personnes sont mortes assassinées par la police, tandis qu’une troisième est à l’hôpital, gravement blessée par une balle dans la tête. Une petite fille de deux ans a également été touchée par un tir de plomb ! Les morts sont un Paraguayen de 24 ans et une Bolivienne de 28 ans. Il y aurait aussi huit flics blessés. Et une cinquantaine d’arrestations.Cette intervention s’est fait sur fond de surenchère entre le gouvernement national de Cristina Kirchner (péroniste de centre-gauche) et le gouvernement de la capitale (la mairie) de Mauricio Macri, qui est de la droite dure, richissime patron de l’équipe de foot des Boca Juniors… et qui s’est fait élire il y a quelques années sur des positions les plus sécuritaires, demandant plus de répression, plus d’ordre et de policiers… Et aussi des allusions xénophobe, contre l’immigration.Dans l’affaire du Parque Indoamaricano, ce Macri est à l’offensive et balance des attaques contre « l’immigration incontrôlée », la délinquance et le narcotrafic qui iraient avec pour justifier l’expulsion du terrain et la répression policière et ne pas répondre autrement à la demande des occupants : obtenir un logement décent.Or les deux polices (la Métropolitaine de Macri et la Nationale du gouvernement e CFK) ont agi ensemble et les témoins, dont la propre sœur d’une des victimes, affirme que les coups de feu sont partis de là où était la police fédérale.Le lendemains, les squatters sont revenus s’installer, aidés pas une manifestation de soutien. Les flics sont restés présents à proximité. Un peu plus tard, il y a eu plusieurs descentes de civils, des « patotas » comme on dit là-bas, (bandes, « groupes de chocs »), souvent constitués de « barrabravas » (“hooligans”/supporters des clubs de foot), traditionnellement liés avec tel ou tel parti politique ou syndicat, et accompagnés semble-t-il de la police métropolitaine… Jeudi a été filmé par une TV et identifié un « syndicaliste », arme à la main en train de faire feu : c’est un supporter de l’équipe des Huracán, salarié des œuvres sociales de la mairie de Bs As, élu du syndicat des fonctionnaires de la ville de Bs As… Un autre membre de ce syndicat a aussi été vu avec un pistolet. Les kirchneristes ont aussi leurs « patotas » et sur le terrain, les rapports entre les « kirchneristes » et « macristes » ne sont pas forcément mauvais… et les passages d’un camp à l’autre n’ont rien d’extraordinaire, les clivages ne sont pas politique mais clientélistes.La nuit du mercredi est mort une troisième personne, d’une balle dans la poitrine : Juan Castañeta Quispe, de 38 ans, Bolivien. Et, au moins trois personnes ont été hospitalisées pour des blessures par balles. A partir de ce moment là, le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner (CFK). a déclaré ne plus vouloir intervenir pour déloger les occupants, exigeant du maire de la capitale qu’il résolve le conflit social. Position hypocrite qui se lave les mains de la situation et laisse la police de Buenos Aires et les « patotas » agir en toute impunité.Jeudi, plusieurs centaines de nouveaux occupants s’installent dans le Parque. Vendredi vers 19 heures, une manifestation/coupure d’avenue était organisée par des « voisins » réclamant l’expulsion des squatters du quartier et du territoire, en reprenant le célèbre slogan de 2001 « que se vayan todos y que non quede ni un solo » (qu’ils s’en aillent tous et qu’il n’en reste plus un seul), mais ici dans un sens très distinct. Un peu plus tard dans la soirée, nouvelle attaque de fascistoïdes, qui sont présentés comme des « voisins » par la presse et la droite. Chasse à l’homme, ratonnades, incendie des tentes et des cabanes. Bilan : pendant une journée entière, on parlé d’une 4ème victime, un jeune de 19 ans et au moins 30 blessés sérieux (coups sur la tête ou balles dans le corps) suite à une bataille rangée, au corps à corps, avec bâtons cloutés, armes à feu… du côté des agresseurs et apparemment pas grand-chose dans les mains des 500 familles attaquées.

Le jeune de 19 ans, blessé à la tête était emmené à l’hôpital par une ambulance. Au cours du trajet, l’ambulance est arrêtée par une « patota », les portes arrière ouvertes, le brancard sorti et le blessé s’est pris, direct, une balle dans la tête ! Le médecin présent dans l’ambulance a fait un malaise cardiaque… Le responsable du SAMU a déclaré qu’au moins trois ambulances avaient été prises pour cibles par des balles.

Finalement, le jeune ne serait pas mort…Dans les parages, il y avait semble-t-il des « barrabravas » kirchneristes qui ne sont pas intervenus (ils sont présents dans le périmètre pour “défendre” le chantier de “Rêves partagés”), pas plus que la police fédérale…La surenchère c’est aussi quand Macri déclare qu’il ne négociera pas avec les occupants parce que ce sont des délinquants, des étrangers, qu’il y a des “Argentins” qui sont prioritaires, que les « voisins » ont raison de se faire justice eux-mêmes à partir du moment où ils se sentent abandonnés parce que la police de l’Etat est absente. Il demande l’intervention de la police fédérale pendant que le gouvernement affirme que ce n’est pas de son ressort mais de la police municipale.Bref, l’effet voulu est que cela prenne la tournure d’une mini guerre civile entre pauvres porteños et plus pauvres étrangers… pris en otages par la rivalité politiques entre groupes concurrents pour contrôler le pouvoir. Pauvres ou moins pauvres, propriétaires de taudis qui exploitent ces plus pauvres qu’eux en leur louant des logements de misère – plusieurs familles dans un même appartement, “logements” à moitié détruits et insalubres… – dans les quartiers populaires limitrophes de Villa Soldati ou Villa Lugano.
Dans la nuit du vendredi au samedi, le maire de Buenos Aires a été convoqué au palais présidentiel ainsi que des représentants d’organisations sociales (d’extrême gauche !) dans le but de mettre en place un cadre de dialogue, de négociation pour trouver une solution au conflit. Mais apparemment, rien n’est sorti. Une autre réunion est prévue dans la journée de samedi.Pendant ce temps, vers 5 heures du matin, une manifestation appelée par des organisations de piqueteros (chômeurs) et de mouvements de gauche se rendait au siège de la mairie de Buenos Aires où des slogans contre Macri ont été peints sur les murs, des vitres brisées et la porte d’entrée brûlée.
Plus tard, les manifestants ont coupé l’Avenida de Mayo et ont brûlé des pneus.Dans la journée de samedi, la seconde réunion entre l’exécutif du pays et le maire de Bs As n’a rien donné. Un juge a ordonné à la police fédérale d’intervenir dans le conflit. La gendarmerie s’apprête à encercler le parc pour, officiellement, éviter de nouvelles violences.Le maire de Bs As réclame toujours une intervention de la police pour expulser les occupants, maintenant au nombre de 1500 à 2000. Le gouvernement dit que c’est au maire de proposer des logements. La presse argentine et internationale reprend l’information disant que c’est un conflit entre Argentins et immigrés. Deux des trois personnes mortes sont tombées sous les balles de la police fédérale, c’est-à-dire du gouvernement, qui a répondu favorablement à la demande d’expulsion formulée par la mairie de droite. C’est un conflit social pour le logement auquel ni la mairie ni le gouvernement de CFK ne veut donner une réponse positive, chacune entité renvoyant la responsabilité sur l’autre. Et utilisant de plus en plus la sous-traitance de la répression, comme le 20 octobre dernier, lorsqu’un jeune militant de 23 ans du Partido Obrero (trostskiste) a été tué par un groupe armé lors d’une manifestation de cheminots précaires où la responsabilité du syndicat (péroniste) Union Ferroviaria (qui est aussi dans cette affaire le patron de l’entreprise) a été immédiatement établie dans le recrutement de supporters “hooligans” d’une équipe de foot et de syndiqués “non-précaires” et le commando finalement identifié.
En six semaines, 5 personnes ont été abattues lors de conflits sociaux en Argentine, sans parler de la répression “sociale” et les bavures fréquentes visant les populations prolétaires ou indigènes. En plus de l’assassinat de Mariano Ferreyra (le militant du PO), voir plus bas, et les trois victimes lors du conflit du Parque Indoamericano, il faut ajouter un membre de la communauté amérindienne Toba Qom abattu le 23 novembre lors d’une opération de police organisée pour dégager une coupure de route menée depuis quatre mois pour la récupération de 5200 hectares de terres dans la province de Formosa (nord du Pays).Dans le Parque Indoamericano, l’occupation et la lutte pour les logements continuent.LES SUITES Occupation de masse et encerclement policierLe Parque Indoamericano est toujours occupé, mais encerclé par la gendarmerie, sorte de police des frontières (1200 hommes) et les forces de la Préfecture maritime (garde-côtes) qui contrôlent les accès, ne laissent entrer que les « occupants » et empêchent l’entrée touit ce qui pourrait ressembler à du matériel de construction. Deux cent travailleurs sociaux envoyés par le gouvernement ont en effet entrepris un recensement de tous les occupants : d’après des données partielles, il y aurait maintenant plus de 5000 personnes, correspondant à plus de 1600 familles.Dans la matinée du lundi, la stratégie de Macri et des secteurs populistes se poursuit. Plusieurs dizaines d’habitants des quartiers limitrophes qui demandent l’expulsion des squatters, principalement des jeunes, ont attaqué à coups de pierres les effectifs de la Préfecture et de la Gendarmerie qui encerclent le Parque.http://argentina.indymedia.org/news/2010/12/764476.phpNouvelles occupations de terrainsDeux autres prises de terrains ont été effectuées ce même jour. Dans le quartier proche de Villa Lugano, une soixantaine de familles de mal-logés se sont installées sur un terrain de foot, propriété d’un club local de cette partie sud-ouest de la ville de Buenos Aires. Les occupants originaires du bidonville voisin de Ciudad Oculta ont forcé la porte d’entrée, et installé leurs tentes après avoir délimité des « lots ».Le gouvernement a ordonné leur expulsion. Dans la soirée, des groupes de jeunes les ont agressé à coups de pierres et de bâtons pour les chasser et il y a eu des affrontements entre les occupants et ceux qui se présentent comme des « voisins ».A Quilmes (banlieue sud-ouest proche de Bs As), 200 familles ont pris possession du terrain d’une ancienne usine frigorifique.Deux tentatives d’occupation de terrains auraient échoué dans La Matanza, gigantesque banlieue de l’ouest de Bs As.Rien que dans la capitale fédérale, le nombre d’habitants vivant dans les 14 “villas miserias” (bidonvilles) dépasserait les 150 000.Quatrième victime confirméeDans la soirée du lundi, on apprenait que le nombre d’occupants du Parque Indoamericano atteignait 13 330 personnes, dont officiellement 95% sont résidents de Buenos Aires. Les fonctionnaires ont mis des bracelets avec code à tous les occupants recensés présents sur les lieux.La mort du jeune de 19 ans survenue lors de l’attaque de l’ambulance qui l’évacuait vendredi, niée par les autorités judiciaires, est de nouveau annoncée : d’après une association bolivienne de Buenos Aires, le corps a été retrouvé à la morgue, le visage défiguré par une balle dans la tête. Il s’appelait Julio Valero, de nationalité bolivienne.Le 13 décembre Mardi 15/12Les négociations entre le gouvernement national (de Cristina Fernández de

Kirchner alias CFK) et celui de la ville de Buenos Aires (de Mauriciao Macri) se seraient conclues mardi soir par un accord mettant fin au conflit du Parque Indoamericano.Cet accord est basé sur le principe du cofinancement d’un programme de construction de logements par l’ « urbanisation des cités d’urgences ». « Pour chaque peso que mettra la ville, le gouvernement en mettra un autre ». La contrepartie est l’évacuation du Parque et, a précisé un ministre du gouvernement de CFK, le fait que « ceux qui usurpent des terrains ne pourront accéder à un plan de logement ni à aucune sorte de plan social », soit le chantage et la fin de toute lutte collective construite sur l’occupation d’espaces vacants.Il est précisé que « les okupas [squatters] du Parque Indoamericano feront partie du plan, mais ne seront pas privilégiés en comparaison avec d’autres familles que se trouvent dans un état de plus grande nécessité. »Par ailleurs, en seront exclus ceux qui ont moins de deux ans de résidence dans la ville de Buenos Aires.L’objectif clair est d’une part de mettre un coup d’arrêt à la vague d’occupations de terrains qui s’est encore étendue mardi (atteignant le nombre de 7 dont 6 sur le territoire de la ville de Buenos Aires), et plus généralement de mettre fin à tout conflit de ce type puisqu’il est bien précisé que ceux qui lutteront à l’avenir n’auront rien !La tradition clientéliste reprend le dessus : ce sont de nouveau les partis politiques qui distribueront les logements à ceux qu’ils jugeront dignes d’en recevoir en contrepartie d’une loyauté politique.Dans la soirée, sur le terrain, certaines familles commençaient à quitter le Parque, suivant les prises de position avancées par le “délégué” kirchneriste Alejandro Salvatierra, et aussi par l’absence de nourriture, la gendarmerie bloquant les accès de tout ce qui pouvait permettre la pérennisation de l’occupation.Ceux qui quittaient le terrain recevaient un certificat du Ministère du Développement Social attestant de leur présence dans le mouvement d’occupation et le bracelet d’identification qui leur avait été fourni comme « occupant » leur étant enlevé.Ainsi l’État peut constituer une seconde liste, celle de tous les « occupants » qui obéissent et acceptent les conditions de la « fin de conflit » conclues entre le gouvernement et la mairie stipulant qu’il n’y aurait pas de logement pour ceux qui « usurpent ». Autrement dit, si vous continuez l’occupation, tant pis pour vous !Sur le terrain, une partie des occupants ne semblait pas prête à partir. Ils sont soutenus par des organisations plus enclines à poursuivre la lutte comme la Corriente Clasista y Combativa (pourtant “kirchneriste”, au-delà de son origine maoïste) et le Frente Popular Darío Santillán (mouvement social-politique “multisectoriel” issu de mouvements de chômeurs des années 2000).Mercredi 15/12Finalement, les occupants ont abandonné les lieux dans la journée devant la promesse d’avoir obtenu gain de cause. Une assemblée générale est convoquée pour décider la manière de contrôler l’application de cette promesse.Extension des occupations dans la banlieueEnviron 200 familles ont pris possession d’un terrain de 5 ha appartenant à une entreprise ferroviaire dans les environs du terminal de bus de Retiro (ville de Buenos Aires), tandis qu’une autre occupation a débuté dans le Parque Chacabuco. Celle du terrain de foot continue.Mais, c’est dans le “conurbano”, la banlieue, qui dépend de la province de Buenos Aires, que les occupations se multiplient et inquiètent les autorités.D’après la presse, dans l’arrondissement de Quilmes, 7 propriétés privées ou publiques sont squattées. Sept autres occupations ou tentatives ont été recensées dans d’autres zones du Sud et de l’Ouest de la capitale, à Florencio Varela, Berazategui, Hurlingham… A Quilmes, 6 militants venus soutenir les squatters ont été interpellés.L’aide sociale comme disciplineLe porte parole du gouvernement de CFK, Aníbal Fernández, a réagi à cette vague d’occupations en répétant les termes de l’accord passé avec la droite : tous ceux qui « usurpent » un terrain perdront toute aide sociale. En précisant même que toute personne participant à des occupations qui serait déjà “bénéficiaire” d’aides sociales les perdra aussitôt, ainsi qu’il perdra tout droit de demander dans le futur de nouvelles aides.En Argentine comme partout, le "droit" est converti en "dette".(Sources : Indymedia Buenos Aires, Página/12, Agencia Walsh...)= = =Infos en français et photos ici aussi :http://squat.net/fr/news/buenos_aires151210.html http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article869#forum778